

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 08/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EUREC**

Quartier de la Gare  
69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

Références : UD-R-SSDAS-22-278-LL  
Code AIOT : 0006104066

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement EUREC implanté 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUREC
- 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU
- Code AIOT : 0006104066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société EUREC exploite depuis l'an 2000, sur son site initial d'une surface de 10 298 m<sup>2</sup>, des activités de broyage de pneus et préparation de CSR (combustible solide de récupération) de pneus. En 2022, après extension sur la parcelle voisine de 3549 m<sup>2</sup>, le site dispose d'une surface cumulée de 13 841 m<sup>2</sup>. Cette extension ne génère pas d'augmentation du tonnage traité annuellement, mais vise à entreposer avant broyage une quantité additionnelle de 2600 m<sup>3</sup> de pneus, à comparer avec les 8 335 m<sup>3</sup> autorisés depuis 2016. Selon l'exploitant et compte tenu du tonnage collecté annuellement, le site reste exigu malgré l'agrandissement, ce qui pose des difficultés en particulier pour les manœuvres des semi-remorques.

L'encadrement réglementaire du site avait été revu intégralement en 2015/2016, avec le dépôt d'un

dossier de régularisation et une enquête publique. Par ailleurs, l'activité de collecte de pneumatiques usagés bénéficie de plusieurs agréments préfectoraux et les exutoires finaux des pneus broyés sont pour la plupart fixés par l'éco-organisme ALIAPUR. Suite à l'extension de 2022, un nouvel arrêté préfectoral daté du 15 septembre 2022 a abrogé les prescriptions des arrêtés précédents.

L'activité de collecte est effectuée soit par EUREC directement ou sa filiale Trans Eurec, par dépôt de bennes ou ramassage manuel chez les clients. L'entreprise gère un important parc de bennes de 35 m<sup>3</sup> qui nécessitent des espaces d'entreposage récurrents.

La présente visite a pour principal objet de vérifier les quantités de pneus et broyats présents sur le site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	suite MED 2021 – activité non déclarée	Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article 1	/	Sans objet
2	Identification des zones de stockages de pneus et broyats	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.2	/	Sans objet
3	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3	/	Sans objet
5	calcul du volume d'eau nécessaire à extinction incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
6	disponibilité effective des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.2.4	/	Sans objet
7	vérification de la procédure de maintien à vide des capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 4.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose la levée de la mise en demeure relative à une implantation externe d'EUREC sur un site voisin, afin d'y stocker des bennes.

Le site EUREC doit gérer d'importantes variations de stocks de pneus ou de broyats, sur un site dont la surface reste contrainte même après l'extension autorisée en septembre 2022. La quantité maximum de déchets de pneus ou de broyats sur ce site doit respecter les quantités prescrites zone par zone dans l'arrêté préfectoral, afin de limiter les effets d'un incendie sur le site. Suite au constat de nouveaux manquements s'agissant du respect des hauteurs de tas et volumes de certains stocks dépassant ceux modélisés dans l'étude de dangers, l'Inspection propose une nouvelle mise en demeure liée au constat n°4.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : suite MED 2021 – activité non déclarée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société EUREC, implantée 140 route de Saint-Bonnet à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69780), est mise en demeure, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de supprimer toute activité de transit, tri, regroupement selon la rubrique 2714 sur les parcelles cadastrales AC 0168, 0066 et 0065, situées hors du périmètre cadastral de son ICPE.
<b>Constats :</b> Le terrain qui était loué est libéré et ne contient plus aucune benne. L'exploitant indique avoir suffisamment de place dans l'extension pour stocker les bennes pleines ou vides.  L'Inspection propose la levée de la mise en demeure du 15 septembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Identification des zones de stockages de pneus et broyats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages présents sur le site respectent les conditions et capacités de stockage reportés sur le plan de masse annexé au présent arrêté (annexe 1).
<b>Constats :</b> Le plan figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral est respecté, avec toutefois un débordement de certaines alvéoles sur les voies de circulation ou zones d'accès. Cf. constat n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Aménagement des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aménagement des stockages Les zones contenant les déchets de pneumatiques ou de leurs broyats doivent être sectorisées et compartimentées de manière à limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et à prévenir les risques de propagation d'un incendie. Des murs et des parois séparatives (REI 120) sont notamment disposés au niveau des zones de stockage. Les stockages en vrac ou au sol sont isolés les uns des autres par un mur (ou une paroi) coupe-feu de degré minimum 2 heures ou éloignés d'au moins 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Les stockages sont organisés de façon à limiter leur hauteur et rester accessibles pour permettre toute intervention en cas de départ de feu notamment.
<b>Constats :</b> Le site est pourvu de moyens de séparation des stocks les uns des autres, mais dans la pratique, ces séparations sont souvent dépassées, comme le montre le constat suivant n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité maximale de stockage est définie par le dimensionnement des box de stockage et le plan en Annexe 1. La production interne de broyat à un instant T est limitée par ces capacités pré-définies des stockages en box, alvéole ou benne telle que prévue en Annexe 1. Aucun encombrement des voies de circulation n'est permis. La hauteur maximale des stockages, repérés sur le plan en annexe du présent arrêté, est comprise entre 2 et 4 m selon les box et alvéoles concernées. Le sol des aires et des locaux de stockage ou d'exploitation doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement conformément aux dispositions du présent arrêté. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral limite entre 2 et 4 m les hauteurs de déchets de pneus et broyats sur ce site, stock par stock. La visite a permis de constater que plusieurs alvéoles dépassent en milieu ou fond de casier les hauteurs maximum de 4m : les 4 nouveaux box au sud-est sur l'extension (broyats), la zone centrale au sud des bureaux (broyats Aliapur), la zone nord-ouest (pneus de PL et génie civils), le box au sud le long du convoyeur de transport des pneus. La présence de casiers n'empêche pas le non-cloisonnement / débordement d'une alvéole dans sa voisine, qui concerne l'ensemble des stockages du site EUREC quelque soit le type et la hauteur des cloisonnements en place.  En zone centrale (1er stock extérieur au sud des bureaux, site initial), les alvéoles de broyats ne forment qu'un seul et unique tas. Les séparations internes ne sont pas REI 120. L'étude de dangers de 2016 se base sur une hauteur du cloisonnement de 2,5m et la hauteur des tas est de 3 m pour cette zone. La modélisation des flux thermiques est faite sur la base de 1980 m <sup>3</sup> de broyats. Dans le cas précis de cette zone, le stock le jour de la visite dépasse 4 m au niveau central et déborde à l'ouest sur la plate-forme. Ainsi le volume stocké dépasse la quantité modélisée en 2016 et l'absence d'effets dominos n'est plus démontrée. Ce surstock avait déjà été constaté en visite inopinée le 30/06/2021.

En zone sud-ouest, sur l'extension réalisée en 2021, les alvéoles sont faites en bloc-beton REI 120. L'étude de dangers modélise un incendie généralisé de 1440 m<sup>3</sup> stockés dans les 4 nouvelles alvéoles considérées comme une seule alvéole pour estimer le risque d'effets dominos. La hauteur modélisée de déchets est de 3m. La hauteur constatée lors de la visite est supérieure à 4 m en fond de casier et au sommet du dôme de déchets. Un passage à proximité du site, le 24 août 2022 a permis à l'Inspection de constater un fort dépassement au-delà de 4m et de ce fait, un volume total supérieur à celui modélisé. Pour information, la notice du fabricant des blocs recommande une hauteur de déchets inférieure à 160 cm de la limite supérieure des blocs, pour respecter un REI 240 et surtout éviter le passage du feu d'une alvéole à sa voisine.



Photo prise le 24/08/2022. Hauteur du mur en blocs : 4m.



Photo du 20/10/2022

Sur la période allant de septembre 2021 à octobre 2022, aucun signal d'alerte externe en cas de surstock n'a été testé par l'exploitant alors que l'inspection du 30 juin 2021 le demandait expressément en conclusion de son constat n°1: « *L'exploitant instaure un suivi en m<sup>3</sup> de ses stocks de façon à respecter son arrêté préfectoral. L'exploitant alerte systématiquement l'inspection en cas de surstock lié à une absence d'exutoire final du broyat.* » Aucune alerte n'est parvenue à l'Inspection s'agissant du non-respect de la hauteur des tas ou des m<sup>3</sup> maximum par zone selon la modélisation de l'étude de danger, alors que l'exploitant indique subir fréquemment des reports d'enlèvements de broyats lorsque, par exemple, ALIAPUR annule à J-1 le remplissage de conteneurs maritimes de broyats de pneus en partance pour le grand export à des fins de recyclage (ex de destination : Inde).

Le tableau de suivi quotidien de l'exploitant n'indique aucun seuil d'alerte, ni en hauteur, ni en m<sup>3</sup>, que ce soit au niveau global du site ou zone par zone. L'exploitant reconnaît ne pas disposer ou mettre en œuvre des moyens de contrôle interne afin de faire respecter la hauteur maximale de 4m à ses conducteurs d'engin.

Compte tenu de ces manquements répétés, qui accroissent les risques d'impact d'un incendie sur

le site (effets thermiques, fumées et quantités d'eau d'extinction supérieures à celles modélisées), l'Inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.2.4 de son AP, dans un délai de 2 mois, au titre de l'article L171-8 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : calcul du volume d'eau nécessaire à extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. (...) Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> Concernant les volumes de rétention post-incendie, l'exploitant dispose bien d'un justificatif de dimensionnement s'agissant de l'extension du site, qui dispose d'un système indépendant de rétention enterré de 154 m<sup>3</sup> calculé conformément au D9A (méthode – défense extérieure contre l'incendie).</p> <p>Concernant l'emprise initiale du site EUREC (10298 m<sup>2</sup>), le volume de rétention enterrée est de 240 m<sup>3</sup> et a fait l'objet d'un porter à connaissance en janvier 2018. La capacité totale de rétention de cette zone est de 570 m<sup>3</sup> compte tenu de la topologie du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : disponibilité effective des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La défense incendie de l'établissement sera assurée par 3 poteaux d'incendie et une réserve incendie comme suit : • À l'intérieur du site : 1 réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> ; • À l'extérieur du site : 2 poteaux d'incendie de 150 mm (n° 3 et 5) et un poteau d'incendie de 100 mm (n° 4) : Pour chaque point d'eau incendie normalisé (PI), l'exploitant fournit une attestation garantissant sa conformité aux normes, son débit maximum à 1 bar (de pression résiduelle). Pour la réalisation et l'inscription de ces ressources au fichier départemental des points d'eau, l'exploitant se mettra en relation avec le Groupement défense extérieure contre l'incendie (GDECI – gdcei@sdmis.fr – téléphone : 04.72.84.38.82) du service d'incendie et de secours du département du Rhône et de la métropole de Lyon. Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposée à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, la bache de 120 m <sup>3</sup> était remplie et disposait bien d'un connecteur accessible que l'exploitant indique pleinement compatible avec les engins de secours extérieurs. Un local technique à côté de cette bache abrite une citerne de 30m <sup>3</sup> qui est reliée au réseau interne des RIA. Deux poteaux incendie sont implantés sur voirie à moins de 100 m à l'extérieur du site (Ouest et nord). Les plans de secours sont apposés à l'entrée de chaque local.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : vérification de la procédure de maintien à vide des capacités de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article '4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement sur les aires de stockages, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint les 2/3 du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an. Le nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les bassins enterrés (240 m <sup>3</sup> en zone Est et 154 m <sup>3</sup> en zone Ouest) font l'objet d'au moins une opération annuelle de curage, incluant la vidéo-inspection du curage effectué, afin de vérifier leur capacité de réception en cas d'épisode pluvieux intense. Les fiches de suivi de ces opérations, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou traités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le bassin enterré d'une capacité utile de 240 m <sup>3</sup> a été conçu sur le principe d'un volume total de 320 m <sup>3</sup> , rempli de pneumatiques usagés (stabilité de l'ouvrage) permettant ainsi d'obtenir un volume utile de 240 m <sup>3</sup> . Cet ouvrage date de 2017. Le bassin enterré de l'extension, d'une capacité de 154 m <sup>3</sup> , créé en 2021, est formé d'un simple tube. La vérification de la capacité réelle de rétention est une nouvelle prescription, ajoutée dans l'APC du 15/09/2022. Lors de la présente visite, l'exploitant s'est engagé à faire vérifier d'ici 6 mois la capacité réelle de rétention de chacun de ces 2 bassins enterrés. Un rapport sera fourni à l'Inspection à l'issue du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet